



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

situation de Manurhin

Question au Gouvernement n° 977

Texte de la question

SITUATION DE MANURHIN

M. le président. La parole est à M. Bruno Fuchs, pour le groupe du Mouvement démocrate et apparentés.

M. Bruno Fuchs. Ma question s'adresse à M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Monsieur le ministre, le sort de l'entreprise Manurhin repose entre vos mains : si rien n'est fait, cette entreprise sera placée en règlement judiciaire dans un peu plus de douze heures. C'est un fleuron de notre patrimoine industriel qui est menacé. Pendant des années, son revolver MR73 a équipé la police nationale, le GIGN et le Raid. Le « soufflant » Manurhin a même eu ses heures de gloire sur grand écran avec Lino Ventura, Jean-Paul Belmondo ou Alain Delon, dans *Les tontons flingueurs*.

Manurhin, c'est aujourd'hui le leader mondial des machines à produire des munitions de petits et moyens calibres.

Manurhin, c'est 100 % à l'exportation.

Manurhin, c'est un carnet rempli de 100 millions d'euros de commandes.

Son problème : un manque chronique de fonds propres. Depuis un an, beaucoup a été fait, je sais que vous-même et vos services à Bercy suivez la situation de très près. Tous nos efforts ne doivent pas rester vains. Il nous faut en faire un dernier et donner enfin à cette entreprise les moyens de vivre normalement et d'honorer durablement son carnet de commandes. Comment comprendre sinon que, d'un côté, avec la loi PACTE – Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises –, nous voulions aider à la création d'entreprises de taille intermédiaire en France, et, de l'autre, ne pas tout faire pour sauver l'une d'entre elles, leader mondial et bientôt centenaire ?

Après quatre fermetures récentes d'entreprises et celle annoncée de Fessenheim, je dois vous dire que le Sud Alsace est en plein désarroi. Les 200 familles des salariés et les syndicats m'ont fait part de leur extrême inquiétude. Les a-t-on vus pour autant bloquer des routes ou des raffineries, brûler des pneus ou prendre leur patron en otage ? Prouvons-leur qu'ils ont raison ; prouvons-leur que l'on peut en France être responsable dans l'action, et en même temps se faire entendre.

Monsieur le ministre, ne laissez pas tomber une entreprise centenaire, pépite au carnet de commandes rempli. Les Alsaciens ne le comprendraient pas. *(Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM, sur plusieurs bancs du groupe LR ainsi que sur quelques bancs des groupes LaREM et UDI-Agir.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur le député, j'ai reçu avec vous les dirigeants de l'entreprise Manurhin quand je me suis rendu en Alsace il y a quelques mois. Je partage votre appréciation sur la qualité de cette entreprise qui fait partie du patrimoine industriel de notre pays.

Je voudrais seulement rappeler que Manurhin est en procédure de redressement depuis maintenant près d'un an, qu'elle fait l'objet d'une surveillance attentive et que l'État a apporté tous les soutiens financiers qu'il pouvait : 12 millions d'euros de garantie à l'exportation, 5 millions d'euros sont prévus au titre de l'article 90 du Trésor pour aider au financement de l'entreprise, dont 2,8 millions ont déjà été débloqués. Mais tous ces soutiens financiers apportés par l'État n'ont pas permis à l'entreprise de se redresser et de garnir à nouveau de manière satisfaisante son carnet comptable et son carnet de commandes.

Une procédure judiciaire est engagée par le tribunal de commerce. Le Gouvernement va suivre cette procédure, et nous devons accomplir tous les efforts possibles pour trouver un repreneur de qualité, c'est-à-dire un investisseur qui offre des perspectives à l'entreprise Manurhin. Vous avez toujours pu compter sur le soutien des pouvoirs publics depuis un an, sur mon soutien personnel. Nous continuerons à essayer de trouver les solutions qui permettront aux salariés et à l'entreprise de poursuivre, sous une forme ou sous une autre, leur activité.
(*Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Bruno Fuchs](#)

Circonscription : Haut-Rhin (6^e circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 977

Rubrique : Emploi et activité

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 juin 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 juin 2018](#)